

**ENTRETIEN JONATHAN LAURENCE**, professeur associé de sciences politiques au Boston College, auteur de « L'Émancipation des musulmans d'Europe » (Princeton, 2012)

## « La capacité des Européens à façonner une relation stable entre l'Etat et l'islam est essentielle »

► Professeur à Boston, Jonathan Laurence a mené, de 1998 à 2011, une étude comparative dans quatre pays européens sur la manière dont sont structurées les relations entre l'État et « la mosquée ».

**Quels sont les enjeux de ces instances représentatives de l'islam pour les musulmans eux-mêmes et pour les États ?**

**Jonathan Laurence :** L'institutionnalisation des relations entre l'État et la mosquée est aussi inévitable que souhaitable, des deux côtés. Plusieurs millions de personnes d'origine musulmane vivent en Europe : l'enracinement de leur culte dans les institutions locales et nationales est dans l'intérêt de tous. Une instance représentative est le complément naturel d'une pleine citoyenneté. Par ailleurs, un État ne peut se passer d'un partenaire administratif légitime pour accorder à l'islam les mêmes droits – et le même contrôle – qu'aux autres religions. Retarder cette étape a des conséquences très concrètes : la multiplication des expressions religieuses

dans l'espace public, qui peut alimenter la perception publique d'un échec de l'intégration et un cycle d'incompréhensions mutuelles.

**Pourquoi avez-vous choisi ces quatre pays – France, Grande-Bretagne, Allemagne et Italie – pour votre enquête ? Quelles différences et ressemblances entre eux ?**

**J. L. :** A eux quatre, ils couvrent les principales sources de flux de migrants d'origine musulmane en Europe de l'Ouest. Tous observent chez eux la générosité de la Ligue islamique mondiale (créée par l'Arabie saoudite), mais aussi l'islam exporté d'Algérie, du Maroc, du Pakistan ou de la Turquie, ainsi que les trois grandes branches de l'islam politique actuel : le Tabligh, Mili Görus et les Frères musulmans. Et tous se sont dotés, au tournant des années 2000, d'un conseil représentatif de l'islam, certains plus décentralisés que d'autres, certains associant musulmans et personnalités qualifiées non musulmanes... La plupart ont souffert d'instabilité chronique et de sous-productivité. Mais la faute est partagée : d'un côté, on

demande aux organisations musulmanes à la fois de démontrer leur malléabilité face aux pouvoirs publics et de conserver la légitimité de la rue, et ce alors qu'elles n'ont pas à être démocratiquement élues : aucun autre interlocuteur culturel ne l'est. De l'autre, l'État doute de sa propre capacité à avoir prise sur les branches les plus extrêmes et donc les exclut du dialogue. Il doit avoir confiance dans ses institutions qui, par le passé, ont déjà démontré leur capacité à « digérer » des mouvements radicaux, d'extrême gauche par exemple, et à accompagner leur évolution.

**Quel bilan dressez-vous de ces expériences ? Quelles sont les raisons de leurs succès et échecs ?**

**J. L. :** Ces conseils ont déjà porté quelques fruits quant à la « domestication » et la banalisation de l'islam : de la nomination d'aumôniers pour l'armée ou les prisons à la création de formation pour les enseignants de religion à l'école ou à la signature de « chartes de valeurs ». Même si la formation locale des imams reste insuffisante, la préparation des candidats au départ de Rabat ou d'Ankara s'est

répandue, tout comme les séminaires d'acclimatation à l'arrivée.

Toutefois, ces instances représentatives ne trouveront leur équilibre que si les États-nations démontrent leur volonté de filtrer les influences étrangères sur leurs citoyens. La « citoyennisation » de l'islam européen – qui est l'objectif – ne sera complète que lorsque les communautés locales parviendront à former et à payer leurs imams et à construire leurs mosquées. En attendant, la solution relève plutôt de la logique du pansement : des accords diplomatiques perdurent entre États européens et pays d'origine pour importer mosquées et personnels religieux. Et les gouvernements européens continuent à sous-traiter les détails de l'observance religieuse aux représentants de l'Algérie, de Turquie, d'Arabie saoudite ou du Maroc, ce qui retarde le processus de création d'un « islam européen »... Dans cette période critique de tumultes dans le monde arabe, la contribution des Européens à l'émergence d'une relation stable entre l'État et l'islam est capitale : « *Les absents ont toujours tort.* »

RECUEILLI PAR  
ANNE-BÉNÉDICTE HOFFNER

region Picardie. « Rien n'a été volé parce que (NDLR : les intrus) n'ont pas réussi à accéder à la salle du trésor, gardée secrète et qui contient des bijoux, des œuvres d'art, des costumes religieux, des objets rituels en or et en argent », a précisé la préfecture de Picardie.

**AFRIQUE**  
**Le CCFD et le Secours catholique dénoncent la visite d'Ali Bongo à l'Élysée**

Dans une tribune publiée sur Mediapart, plusieurs organisations ont dénoncé cette visite comme contradictoire avec le discours de rupture du nouveau président concernant la « Françafrique ». Et ont rappelé à François Hollande sa promesse de campagne afin de protester contre la venue du président du Gabon. Parmi les signataires, on compte Bernard Pinaud, délégué général du CCFD-Terre solidaire et François Soulage, président du Secours catholique.

## AGENDA

**FRANCE**  
**Nuit des églises.**

Samedi 7 juillet au soir dans 530 églises de France seront organisés des concerts, des conférences, des temps de méditation. Toutes les informations sur le site [narthex.fr](http://narthex.fr), rubrique « nuit des églises ». Croyants et non-croyants sont les bienvenus.